



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 19 JUIN 2024 relatif à l'exploitation d'une malterie située au 7, quai des roches à Canteleu et exploitée par la société MALTERIES SOUFFLET

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu la directive IED n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 et notamment son chapitre II ;
- Vu la décision d'exécution de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour les industries agroalimentaire et laitière publiée au journal officiel de l'Union européenne le 12 novembre 2019 ;
- Vu le code de l'environnement et notamment le titre VIII du livre I, les titres I et II du livre II et le titre 1^{er} du livre V ;
- Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;
- Vu l'arrêté ministériel du 19 novembre 2009 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4735 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3642, 3643 ou 3647 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installation relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2004 relatif à l'extension de la capacité de stockage du silo malt délivré à la société Malteries Soufflet pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Canteleu ;

- Vu l'arrêté préfectoral du 07 août 2008 relatif au renforcement des prescriptions relatives aux silos de la société MALTERIES SOUFFLET à Canteleu ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 05 décembre 2016 prescrivant à la société MALTERIES SOUFFLET à Canteleu une surveillance pérenne sur les rejets de certaines substances dangereuses dans l'eau ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2021 imposant à la société MALTERIES SOUFFLET un audit pour une gestion optimisée des flux d'eau sur son site situé sur la commune de Canteleu ;
- Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 décembre 2022 ;
- Vu l'arrêté préfectoral de consultation du public du 7 décembre 2023 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°24-010 du 14 février 2024 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le porter à connaissance déposé le 23 décembre 2020, concernant la mise en place d'un projet pilote nommé « Opti-Multi Speed »
- Vu le dossier de réexamen IED déposé par la société MALTERIES SOUFFLET le 14 décembre 2020 et complété le 20 septembre 2021 ;
- Vu le rapport de base sur l'état des sols déposé par la société MALTERIES SOUFFLET le 14 décembre 2020 et complété le 20 septembre 2021 ;
- Vu le courrier de la métropole Rouen Normandie du 21 mars 2022 concernant les résultats d'autosurveillance 2021 de la société MALTERIES SOUFFLET ;
- Vu le courrier de la métropole Rouen Normandie du 25 mai 2022 concernant les résultats d'un contrôle inopiné ;
- Vu le courrier de la métropole Rouen Normandie du 5 décembre 2022 concernant les exigences réglementaires applicables ;
- Vu le dossier de demande de dérogation déposé par la société MALTERIE SOUFFLET le 13 novembre 2023 ;
- Vu les avis des communes émis suite à la mise en consultation du public du dossier de demande de réexamen IED avec demande de dérogation, du 5 janvier au 2 février 2024 ;
- Vu le courrier de la métropole de Rouen du 5 février 2024 concernant la demande de dérogation temporaire à l'AAD d'eaux usées non domestiques, et donnant les valeurs de rejet acceptées par la métropole ;
- Vu les rapports de l'inspection des installations classées des visites d'inspection des 21 avril 2021, 9 mars et 25 août 2022 ;
- Vu le rapport de recevabilité émis par l'inspection des installations classées le 21 novembre 2023, relatif au dossier de demande de dérogation IED de la société MALTERIE SOUFFLET ;
- Vu l'avis favorable en date du 14 mai 2024 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant le 15 mai 2024 ;

Vu les observations de l'exploitant transmises par courriel les 3 et 6 juin 2024 en réponse à la communication du projet de prescriptions ;

CONSIDÉRANT :

que les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables à l'installation, et plus particulièrement celles décrites dans la décision susvisée considérées comme conclusions sur les meilleures techniques disponibles principales ;

que les installations, objets de la présente demande d'actualisation, sont soumises à autorisation préfectorale au titre des rubriques 3642 et 2260 de la nomenclature des installations classées, ainsi qu'au régime de la déclaration au titre des rubriques 2564, 2160 et 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

que l'établissement dispose d'une autorisation d'exploiter en date du 23 novembre 2004 complétée par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 7 août 2008 et 5 décembre 2016 ;

que le dossier de réexamen IED transmis par l'exploitant permet de mettre à jour les dispositions réglementaires applicables en matière de risques chroniques ;

que l'exploitant a sollicité une dérogation temporaire aux dispositions de l'article 7.2 de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif à la rubrique IED 3642 ;

que les communes consultées non pas émis d'avis défavorable ;

que la métropole Rouen Normandie accepte de recevoir les effluents de la société MALTERIES SOUFFLET à condition que cette dernière respecte les valeurs limites de rejet et l'échéancier présentés dans le courrier du 5 février 2024 ;

qu'au regard des évolutions réglementaires et des activités de l'établissement, il y a lieu d'actualiser la situation et de faire application des dispositions de l'article R.512-31 du code de l'environnement ;

qu'il convient de revoir et de mettre à jour les valeurs limites des rejets du site par voie d'arrêté préfectoral complémentaire afin de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 susvisé et assurer ainsi leur conformité vis-à-vis des dispositions de l'article R.515-67 du code de l'environnement ;

qu'il est nécessaire d'actualiser les dispositions des arrêtés préfectoraux du 23 novembre 2004, du 07 août 2008 et du 05 décembre 2016 en annulant et en remplaçant les dispositions de ces arrêtés préfectoraux par les dispositions du présent arrêté préfectoral ;

que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur ;

que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Table des matières

1	Portée de l'autorisation et conditions générales.....	6
1.1	Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	6
1.1.1.	Exploitant titulaire de l'autorisation.....	6
1.1.2.	Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation.....	6
1.1.3.	Modifications des actes antérieurs.....	7
1.2	Nature des installations.....	7
1.3	Conformité Au Dossier De Demande D'autorisation.....	9
1.4	Réexamen périodique des prescriptions de l'arrêté d'autorisation.....	9
1.5	Modifications et Cessation d'activité.....	9
1.5.1.	Cessation d'activité et remise en état.....	9
1.5.2.	Équipements abandonnés.....	10
1.5.3.	Changement d'exploitant.....	10
1.5.4.	Porter à connaissance.....	10
1.6	Documents tenus a la disposition de l'inspection.....	10
1.7	Objectifs généraux.....	11
1.8	Consignes.....	11
2	Protection de la qualité de l'air.....	13
2.1	Conception des installations.....	13
2.1.1.	Conduits et installations raccordées.....	13
2.1.2.	Conditions générales de rejet.....	14
2.2	Limitation des rejets.....	15
2.2.1.	Dispositions générales.....	15
2.2.2.	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques.....	16
2.2.3.	Odeurs.....	17
2.3	Surveillance des rejets dans l'atmosphère.....	17
2.3.1.	Surveillance des émissions atmosphériques canalisées.....	17
2.4	Dispositions Spécifiques.....	17
2.4.1.	Dispositions particulières applicables en cas d'épisode de pollution de l'air.....	17
2.4.2.	Propreté, émissions diffuses et envols de poussières.....	17
3	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....	19
3.1	Prélèvements et consommations d'eau.....	19
3.1.1.	Origine des approvisionnements en eau.....	19
3.1.2.	Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux.....	19
3.2	Conception et gestion des réseaux et points de rejet.....	19
3.2.1.	Identification des effluents.....	19
3.2.2.	Localisation des points de rejet.....	19
3.2.3.	Dispositions générales.....	20
3.2.4.	Forage en nappe.....	22
3.2.5.	Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet.....	22
3.2.6.	Eaux pluviales polluées - Eaux incendie.....	22
3.3	Limitation des rejets.....	23
3.3.1.	Raccordement à la station collective ÉMERAUDE jusqu'au 30 avril 2026.....	23
3.3.2.	Installation de traitement des effluents aqueux.....	23
3.3.3.	Valeurs limites des rejets.....	23
3.4	Surveillance des prélèvements et des rejets.....	25
3.4.1.	Contrôle des rejets.....	25
3.5	Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols.....	27
3.5.1.	Surveillance de la qualité des eaux souterraines.....	27
3.5.2.	Surveillance des sols.....	27
4	Protection du cadre de vie.....	29
4.1	Dispositions générales.....	29
4.1.1.	Véhicules et engins.....	29
4.1.2.	Appareils de communications.....	29
4.2	Limitation des Niveaux de Bruit.....	29
4.3	Mesures périodiques des niveaux sonores.....	29

4.4 Dispositions spécifiques.....	29
4.4.1. Valeurs Limites d'émergence.....	29
4.4.2. Vibrations.....	30
4.4.3. Plan de gestion du bruit.....	30
5 Prévention des risques technologiques.....	31
5.1 Conception des installations.....	31
5.1.1. Dispositions constructives.....	31
5.1.2. Installations électriques.....	33
5.1.3. Protection contre la foudre.....	35
5.1.4. Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation.....	35
5.1.5. Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles.....	35
5.2 Dispositifs et mesures de prévention des accidents.....	37
5.2.1. Localisation des risques.....	37
5.2.2. Dispositions générales.....	37
5.2.3. Domaine de fonctionnement sûr des procédés.....	37
5.2.4. Inventaire des substances ou mélanges dangereux présents dans l'établissement.....	38
5.3 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....	38
5.3.1. Consigne générales de sécurité.....	38
5.3.2. Moyen de lutte contre l'incendie.....	38
5.3.3. Inertage.....	39
5.4 Prévention des accidents liés au vieillissement.....	39
5.5 Conditions d'exploitations en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané.....	39
6 Prévention et gestion des déchets.....	40
6.1 Généralités.....	40
6.1.1. Limitation de la production de déchets.....	40
6.1.2. Procédure de gestion des déchets.....	40
6.2 Conception des installations.....	40
6.3 Déchets produits par l'établissement.....	40
6.4 Élimination.....	41
6.5 Valorisation agricole.....	41
6.6 Registre.....	41
7 Conditions particulières applicables à certaines installations et équipements connexes.....	42
7.1 Conditions particulières applicables aux installations relevant de la rubrique 2160.....	42
7.1.1. Surveillance de l'exploitation.....	42
7.1.2. Éloignement des locaux administratifs.....	42
7.1.3. Accès aux installations.....	42
7.1.4. Nettoyage des locaux.....	42
7.1.5. Permis de feu.....	42
7.1.6. Déclaration des accidents / incidents.....	43
7.1.7. Prévention des risques d'explosion et d'incendie.....	43
7.1.8. Mesures de prévention visant à éviter un auto-échauffement.....	44
7.1.9. Système d'aspiration.....	45
7.1.10. Phénomènes dangereux et distance d'effets associés.....	46
7.2 Conditions particulières applicables aux Installations relevant de la rubrique 4735.....	46
8 Dispositions finales.....	47
8.1 Caducité.....	47
8.2 Délais et voies de recours.....	47
8.3 Publicité.....	47
8.4 Exécution.....	47
9 Échéances.....	49

1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société MALTERIES SOUFFLET (SIRET 562 880 195 00044), dont le siège social est situé Quai du général Sarraill 10 400 Nogent-sur-Seine, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Canteleu, au 7 quai des Roches (coordonnées Lambert 93 X=555 607 et Y=6 924 866), les installations détaillées dans les articles suivants.

Les installations autorisées sont situées sur la commune et parcelles suivantes :

Commune	Parcelles
Canteleu	61, 62, 63, 131, 145 et 170 de la section BL

La surface de l'emprise des travaux ou des aménagements réalisés dans le cadre de l'autorisation est de 30 000 m².

La présente autorisation tient lieu d'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L.214-3 ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration.

1.1.2. Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent aux installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

1.1.3. Modifications des actes antérieurs

Les prescriptions relatives à l'exploitation des installations annexées aux arrêtés préfectoraux et applicables aux différentes installations exploitées par la société MALTERIES SOUFFLET sur le site de Canteleu sont annulées et remplacées par les prescriptions annexées au présent arrêté préfectoral.

Cette annulation concerne les prescriptions applicables des arrêtés préfectoraux suivants :

- arrêté préfectoral du 23 novembre 2004 relatif à l'extension de la capacité de stockage du silo malt ;
- arrêté préfectoral du 07 août 2008 relatif au renforcement des prescriptions relatives aux silos ;
- arrêté préfectoral du 05 décembre 2016 demandant une surveillance pérenne sur les rejets de certaines substances dangereuses dans l'eau à la société MALTERIES SOUFFLET à Canteleu.

1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Le silo est constitué de la manière suivante :

- 36 cellules verticales cylindriques en béton de capacité unitaire de 1200 tonnes de malt ;
- 4 cellules de transfert orges en Béton 400 tonnes - CTO ;
- 2 cellules avant Trempe béton 400 tonnes – CAT ;
- 2 cellules avant dégermage en Béton 400 tonnes – CAD ;
- 12 as de carreaux en béton de capacité unitaire de 300 tonnes ;
- 2 boisseaux en béton de capacité de 27 tonnes ;
- 1 boisseau de 30 tonnes ;
- 1 boisseau de 50 tonnes ;
- 6 boisseaux métalliques extérieurs de 36 tonnes ;
- 1 transporteur à chaîne de liaison pour la réception de l'orge ;
- 1 transporteur à bande de liaison pour le malt.

Une pompe à chaleur réversible fonctionnant à l'ammoniac, située dans un local dédié.

À compter du 1^{er} mai 2026, la société MALTERIES SOUFFLET dispose de sa propre station de traitement des effluents aqueux industriels, avant rejet dans le milieu naturel.

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
3642-2	<p>Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus :</p> <p>2. uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production :</p> <p>a) supérieure à 300 t de produits finis par jour</p> <p>b) supérieure à 600 t par jour lorsque l'installation fonctionne pendant une durée maximale de 90 jours consécutifs en un an.</p>	Transformation de céréales en malt	1 200 tonnes/jour	A
2160-2a	<p>Silos et installations de stockage en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégagent des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532.</p> <p>2. Autres installations</p> <p>a) si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m³</p>	Stockage d'orge	93 660 m ³	A

Rubrique	Libellé de la rubrique	Quantité maximale	Régime (*)
4735	Ammoniac	1 tonne	DC

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Au sens de l'article R.515-61, la rubrique principale est la rubrique 3642 relative au traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF FDM (Food, Drink and Milk industrie).

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	piézomètre	4 piézomètres	D
1.1.2.0-1	Prélèvement permanent ou temporaire issu d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 1 – supérieur ou égal à 200 000 m³/an	Forage	3 m³/tonne de production dans la limite de 375 000 m³/an	A
2.1.5.0-2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Surface imperméabilisée	8,5 ha	D

(*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

La conformité est subordonnée à l'observation préalable des éventuelles prescriptions relatives à l'archéologie préventive.

1.4 RÉEXAMEN PÉRIODIQUE DES PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ D'AUTORISATION

Le réexamen périodique est déclenché à chaque publication au journal officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaires et laitières, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, conclusions associées à la rubrique principale définie à l'article 1.2.

Dans ce cadre, l'exploitant remet au préfet, en trois exemplaires, le dossier de réexamen prévu par l'article R.515-71 du code de l'environnement, dont le contenu est précisé à l'article R.515-72 dudit code, dans les douze mois qui suivent cette publication. Celui-ci tient compte notamment de toutes les meilleures techniques disponibles applicables à l'installation conformément à l'article R.515-73 du code de l'environnement et suivant les modalités de l'article R.515-59 1°.

Dans un délai maximum de quatre ans à compter de cette publication au Journal Officiel de l'Union Européenne, les installations ou équipements concernés doivent être conformes avec les prescriptions issues du réexamen.

L'exploitant peut demander à déroger aux dispositions de l'article R.515-67 du code de l'environnement, conformément aux dispositions de l'article R.515-68 dudit code, en remettant l'évaluation prévue par cet article. Dans ce cas, le dossier de réexamen contenant l'évaluation sera soumis à consultation du public, conformément aux dispositions prévues à l'article L.515-29 du code de l'environnement et selon les modalités des articles R.515-76 ou R.515-77 dudit code. L'exploitant fournit les exemplaires complémentaires nécessaires à l'organisation de cette consultation et un résumé non technique au format électronique.

1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

1.5.1. Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins trois mois avant la date de cessation d'activité, dans les formes prévues à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.

Cette notification est accompagnée d'un dossier comprenant les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité de l'installation du site.

Ces mesures comprennent notamment :

- le plan à jour du site ;
- les interdictions ou limitations d'accès au site ;
- l'insertion du site dans son environnement ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site ;
- les mesures de dépollution des sols éventuellement nécessaires ;
- les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
- en cas de besoin, la surveillance des effets de l'installation sur son environnement ;
- les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou restrictions d'usage.

Ces mesures permettent à l'exploitant de placer son site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R.512-39-2 et R.512-39-3 du code de l'environnement.

1.5.2. Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

1.5.3. Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur en fait la déclaration au préfet de la Seine-Maritime dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant. Cette déclaration mentionne s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse du siège ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Cette déclaration est réalisée suivant les modalités prévues à l'article R.512-68 du code de l'environnement.

1.5.4. Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

1.6 DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier initial de demande d'autorisation ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas, des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

1.7 OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

1.8 CONSIGNES

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations, comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitations précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;

L'ensemble des contrôles, vérifications et opérations d'entretien menés doivent être notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- la modalité mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 3.2.6 ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

2 PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), éventuellement à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée ci-dessous.

2.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

2.1.1. Conduits et installations raccordés

Émissions de poussière :

N° de conduit :	Dispositif	Installations raccordées	Coordonnées en Lambert 93	
			X	Y
1	Dépoussiérage poussière	VEF 1	555548	6924978
2	Dépoussiérage Malt	VEF 2	555548	6924978
3	Dépoussiérage Malt	VEF 3	555548	6924978
4	Dépoussiérage Malt	VEF 4	555548	6924978
5	Dépoussiérage Malt	VEF 5	555548	6924978
6	Dépoussiérage Orge	VEF 6	555548	6924978
7	Dépoussiérage Orge	VEF 7	555548	6924978
8	Dépoussiérage Orge	VEF 8	555548	6924978
9	Dépoussiérage Malt	VEF 9	555458	6924998
10	Dépoussiérage Malt	VEF 10	555458	6924998
11	Dépoussiérage radicelle	VEFBR 1	555548	6924978
12	Dépoussiérage Malt	VFTA1	555548	6924978
13	Dépoussiérage Malt	VFEP5	555548	6924978
14	Dépoussiérage poussière Orge et Malt	VEF BD 1	555548	6924978
15	Dépoussiérage Malt	ELM 6 Bas	555540	6924900
16	Dépoussiérage Malt	ELM 6 Haut	555540	6924900
17	Dépoussiérage Orge	CTO 1	555565	6924973
18	Dépoussiérage Orge	CTO 2	555565	6924973
19	Dépoussiérage Orge	CTO 3	555565	6924973
20	Dépoussiérage Orge	CTO 4	555565	6924973

Gaz de combustion :

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible
21	Unité de touraillage	4 x 5 MW	gaz

Ammoniac :

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible
22	Pompe à chaleur	1 tonne	NH ₃

2.1.2. Conditions générales de rejet

Émission de poussière :

	Hauteur (mètres)	Diamètres (mètres)	Débit nominal (Nm³/h)	Vitesse d'éjection mini (m/s)
Conduit n° 1 :	1,5	0,37	5620 ± 291	15,80 ± 0,61
Conduit n° 2 :	3,0	0,60	11 800 ± 591	12,50 ± 0,61
Conduit n° 3 :	4,0	0,45	8330 ± 411	15,80 ± 0,61
Conduit n° 4 :	4,0	0,45	9190 ± 451	16,70 ± 0,61
Conduit n° 5 :	1,0	0,5	8500 ± 441	12,60 ± 0,51
Conduit n° 6 :	0,90	0,45	5490 ± 321	10,6 ± 0,51
Conduit n° 7 :	2,5	0,45	3610 ± 361	6,90 ± 0,71
Conduit n° 8 :	2,3	0,45	6340 ± 341	12,10 ± 0,51
Conduit n° 9 :	1,2	0,75	19 000 ± 811	13,10 ± 0,51
Conduit n° 10 :	0,3	0,35	3800	12,20 ± 0,61
Conduit n° 11 :	1,8	0,25	610 ± 251	3,9 ± 1,7
Conduit n° 12 :	9	0,6	10 000	30,06
Conduit n° 13 :	51	0,5	10 800	25,78
Conduit n° 14 :	0,9	0,25	2910 ± 191	18,10 ± 0,81
Conduit n° 15 :	1,5	0,2	1320 ± 111	13,30 ± 0,71
Conduit n° 16 :	0,6	0,2	1860 ± 141	18,60 ± 0,81
Conduit n° 17 :	1,5	0,25	800 ± 201	5,0 ± 1,2
Conduit n° 18 :	1,5	0,25	560 ± 271	3,5 ± 1,8
Conduit n° 19 :	0,5	0,25	2760 ± 181	16,90 ± 0,81
Conduit n° 20 :	0,3	0,25	750 ± 231	4,3 ± 1,4

Gaz de combustion :

	Hauteur en m	Diamètre en m	Rejet des fumées des installations raccordées	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit n° 21	À préciser avant le 31 décembre 2024 via un porter à connaissance				

2.2 LIMITATION DES REJETS

2.2.1. Dispositions générales

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et, si besoin, en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les points de rejet doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

2.2.2. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Émission de poussière :

Le rejet à l'atmosphère de l'air utilisé pour l'aération ou la ventilation des cellules ne peut se faire que sous réserve du respect des caractéristiques maximales de concentration en poussières énoncées ci-après.

Les systèmes de dépoussiérage sont aménagés et disposés de manière à permettre les mesures de contrôle de poussières dans de bonnes conditions.

Leur bon état de fonctionnement est périodiquement vérifié.

- la concentration en poussière est limitée à 10 mg/Nm³, pour l'ensemble des émissaires autorisés mentionnés à l'article 2.1.1 « émissions de poussières » conduits 1 à 18 ;
- le flux en poussière pour les dispositifs relatifs à l'orge est limité à 6,7 kg/j ;
- le flux en poussière pour les dispositifs relatifs au malt est limité à 19,2 kg/j.

Toutes précautions sont prises, lors du chargement ou du déchargement des produits, afin de limiter les émissions diffuses de poussières dans l'environnement.

Gaz de combustion :

Les rejets atmosphériques issus de la combustion des gaz utilisés à l'unité de touraillage présentent les caractéristiques maximales suivantes :

Conduit n° 21		
Paramètre	Code CAS	Concentration en mg/Nm ³
Poussières y compris particules fines	/	5
SO ₂	7446-09-05	35
NO _x en équivalent NO ₂	10102-44-0	100

2.2.3. Odeurs

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant des installations.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour éviter en toute circonstance (à l'exception des traitements anaérobies) l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockages ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockages et traitement des boues, susceptibles d'émettre des odeurs doivent être couverts autant que possible et si besoin ventilés.

2.3 SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHÈRE

2.3.1. Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets. Les concentrations et quantités de polluants rejetés à l'atmosphère seront mesurées sous la responsabilité de l'exploitant et à ces frais.

Les mesures des émissions de poussières sont réalisées par un organisme agréé suivant une fréquence définie ci-dessous. Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées.

Paramètre	Fréquence de mesure
Poussières y compris particules fines	Annuelle*
SO ₂	Tous les 3 ans
NO _x en équivalent NO ₂	

* L'exploitant, sur la base d'un retour d'expérience triennal et d'arguments étayés, peut demander la révision de la périodicité à l'inspection des installations classées.

2.4 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

2.4.1. Dispositions particulières applicables en cas d'épisode de pollution de l'air

L'exploitant prend des dispositions conformes à l'arrêté interdépartemental relatif au déclenchement des procédures préfectorales lors d'épisodes de pollution de l'air ambiant par l'ozone, les particules et le dioxyde d'azote dans les départements de la Seine Maritime et de l'Eure.

2.4.2. Propreté, émissions diffuses et envols de poussières

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. À défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

Les aires de chargement (malt, granulés, etc.) sont aménagées et exploitées de façon à limiter les émissions diffuses de poussière dans l'environnement. Les aires de déchargement sont installées à l'extérieur de la malterie. Les tourailles de la malterie sont conçues, aménagées et exploitées de manière à limiter les émissions de poussières à l'atmosphère lors des déchargements.

3.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

3.1.1. Origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m³/an)
Réseau public d'abduction d'eau	Métropole de Rouen	1200
Forage	BS000GQFC	375000

La consommation en eau est limitée à 3 m³ par tonne de production.

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisées est de : 30 000 m²

3.1.2. Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux

Le forage suivant est autorisé :

Nom du forage	Localisation	Code BSS
BS000GQFC	X = 555 481 Y = 6 924 959 Z = 4	BSS000GPPE

L'arrêté ministériel de prescriptions générales applicables au sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature IOTA s'applique à l'établissement.

3.2 CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET

3.2.1. Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- les eaux usées industrielles ;
- les eaux pluviales ;
- les eaux vannes.

3.2.2. Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 1 jusqu'au 30 avril 2026
Coordonnées (Lambert 93)	X = 555613 ; Y= 6924875
Nature des effluents	Eaux usées composées d'eaux industrielles
Traitement avant rejet :	Dégrillage et ajout de Nutriox
Milieu naturel récepteur :	Réseau d'assainissement public
Conditions de raccordement :	Convention et autorisation de raccordement

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 1 bis A compter du 1 ^{er} mai 2026
Coordonnées (Lambert 93)	X = 555602 ; Y= 6924861
Nature des effluents	Eaux usées composées d'eaux industrielles
Traitement avant rejet :	Station de traitement interne
Milieu naturel récepteur :	La Seine
Conditions de raccordement :	/

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 2
Coordonnées (Lambert 93)	X = 555605 ; Y = 6924894
Nature des effluents	Eaux pluviales
Traitement avant rejet :	Débourbeur-déshuileur
Milieu naturel récepteur :	La Seine

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 3
Coordonnées (Lambert 93)	X = 555613 ; Y= 6924875
Nature des effluents	Eaux usées composées d'eaux vannes (sanitaires)
Traitement avant rejet :	rejet dans bassin d'eaux usées du site
Milieu naturel récepteur :	Réseau d'assainissement public
Conditions de raccordement :	Convention et autorisation de raccordement

3.2.3. Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau et favoriser le recyclage.

La récupération des eaux d'évaporation (condensats) en tête de touraille est effectuée.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies d'un compteur permettant un suivi continu avec télérelève ou relevé quotidien. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Les points de prélèvement sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles peuvent être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites des concentrations autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.2.4. Forage en nappe

La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées avant sa réalisation.

Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions doivent être prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, sauf autorisation explicite délivrée par le préfet, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.

L'ouvrage de prélèvement dans la nappe doit être équipé d'un clapet anti-retour ou de tout autre dispositif équivalent.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant doit prendre les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines, et engager une procédure de régularisation du forage au titre de la loi sur l'eau auprès de la Délégation Inter Services de l'Eau et de la Nature (DISEN) de la Seine-Maritime

3.2.5. Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au préfet.

Les installations de pré-traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, doivent être conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Elles doivent être correctement entretenues.

En cas de dépassement des valeurs limites imposées au point 3.3.3.1, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution rejetée en réduisant ou arrêtant si besoin les activités générant des flux de polluants.

3.2.6. Eaux pluviales polluées – Eaux incendie

Le collecteur, constituant le réseau de collecte des eaux pluviales, est unique et équipé :

- d'un bac tampon d'une capacité d'au moins 60 m³, lui-même équipé d'un dispositif de reprise par citerne mobile en cas de débordement ;
- d'un débourbeur/déshuileur dimensionné pour traiter le premier flot des eaux pluviales ;
- d'une vanne de barrage, facilement manœuvrable, pour empêcher tout rejet d'eaux polluées vers la Seine.

Le rejet de ces eaux ne peut être effectué dans le milieu naturel qu'après contrôle de sa qualité et traitement approprié. Il doit respecter les valeurs limites énoncés au point 3.3.2.2.

3.3 LIMITATION DES REJETS

3.3.1. Raccordement à la station collective ÉMERAUDE jusqu'au 30 avril 2026

Le raccordement de la malterie à la station d'épuration collective ÉMERAUDE doit faire l'objet d'une convention préalable passée entre l'industriel, la Métropole et la commune de Canteleu. Elle est transmise à l'inspection des installations classées pour information.

La convention doit fixer les caractéristiques maximales et, en tant que de besoin, minimales, des effluents déversés au réseau. Elle doit énoncer également les obligations de l'exploitant raccordé en matière d'autosurveillance de son rejet.

Les modalités de cette convention sont revues au moins tous les cinq ans ou à l'occasion de toute évolution de rejet.

L'effluent peut, avant son entrée dans le réseau collectif, être soumis à un pré-traitement défini en fonction des caractéristiques de l'effluent, en vue de respecter les caractéristiques fixées dans cette convention.

L'exploitant doit entretenir convenablement les canalisations de collectes d'effluents et procéder à des vérifications régulières de leur bon état jusqu'en limites du site ICPE.

Le raccordement au réseau de la Métropole est effectué par une station de pompage équipée de deux pompes dont une de secours.

3.3.2. Installation de traitement des effluents aqueux

À compter du 1er mai 2026 la société MALTERIES SOUFFLET dispose d'une station de traitement interne pour le traitement de ses effluents aqueux industriels.

Un porter à connaissance doit être déposé avant le début de la construction de la station de traitement, et au plus tard le 30 juin 2024. L'exploitant transmet les bons de commande avant le 30 septembre 2024.

L'échéancier des travaux doit respecter l'échéancier défini avec la Métropole Rouen Normandie.

La conception et la performance des installations de traitement (ou de prétraitement) de ces effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au point de rejet n°1bis à **partir du 1^{er} mai 2026** par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations. La gestion de la station d'épuration du site est de la responsabilité de la société MALTERIES SOUFFLET.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme.

Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé tenu à la disposition des installations classées.

Les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé, sont classés et conservés de façon à être facilement consultables par l'inspection des installations classées.

3.3.3. Valeurs limites des rejets

Les effluents doivent respecter les caractéristiques suivantes :

- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;
- La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C.

Pour les effluents aqueux, et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Les valeurs mesurées sur effluent brut homogénéisé non décanté ne doivent pas dépasser les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

3.3.3.1 Valeurs limites des rejets des eaux usées industrielles

➤ Vers la station collective Émeraude

Les rejets des eaux industrielles vers la station collective Émeraude **sont autorisés jusqu'au 30 avril 2026** au point de rejet référencé n°1.

Ils respectent les valeurs limites en concentration et flux journaliers ci-dessous :

- Débit maximal journalier de 1 000 m³/jour pendant 7 jours sur 24 heures
- **Débit maximum horaire de 54 m³/heure.**

	Code SANDRE	Fonctionnement normal		Fonctionnement optimisé avec OptiSteep	
		Concentration (mg/l)	Flux (kg/j)	Concentration (mg/l)	Flux (kg/j)
Quantité	/	1 050 m ³ /j		650 m ³ /j	
DCO	1314	3300	3465	5200	3380
DBO	1313	1800	1890	2200	1430
Rapport DCO/DBO	9912	1,3	/	1,3	/
MES	1305	500	525	650	423
Azote Global	1551	100	105	150	98
Phosphore total	1350	27	28	40	26
Sulfates	1338	400 mg S/l	400	400 mg S/l	400
Sulfures	1355	1 mg S/l	1	1 mg S/l	1
Hydrocarbures	7009	5	5	5	5
H ₂ S	1343	5 ppm	/	5 ppm	/
Zinc et ses composés	1383	0,8	0,8	0,8	0,8
Nickel	1386	/	0,02	/	0,02
Cuivre	1392	/	0,2	/	0,2
4-nonylphénols ramifiés	1958	/	0,002	/	0

➤ **Valeurs limites des rejets des eaux usées industrielles à compter du 1er mai 2026**

À compter du 1er mai 2026, les rejets des eaux industrielles de la société MALTERIES SOUFFLET vers le milieu naturel, au point de rejet n°1bis, respectent les valeurs limites, en concentrations suivantes :

Paramètre	Code Sandre	Valeur limite
MES	1305	35 mg/l
DBO ₅	1313	30 mg d'O ₂ /l
DCO	1314	100 mg d'O ₂ /l
Rapport DCO/DBO ₅	9912	1,3
Phosphore total	1350	2 mg P/l
Azote global	1551	20 mg N/l
Sulfates	1338	400 mg S/l
Sulfures	1355	1 mg S/l
Hydrocarbures	7009	5 mg/l
Zinc et ses composés	1383	0,8 mg/l
Nickel	1386	/
Cuivre	1392	/
4-nonylphénols ramifiés	1958	/

Le débit maximal journalier et le débit maximum horaire sont à définir par l'exploitant dans le Porter à connaissance relatif à la mise en service de la station de traitement, attendu au plus tard le 30 juin 2024

3.3.3.2 Valeurs limites des rejets des eaux pluviales

Point de rejet référencé n°2

Paramètre	Code Sandre	Valeur limite
MES	1305	35 mg/l
Hydrocarbures	7009	5 mg/l
DCO	1314	100 mg/l

3.3.3.3 Valeurs limites des rejets des eaux vannes

Point de rejet référencé n°3

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos sont traités en conformité avec les règles sanitaires en vigueur.

3.4 SURVEILLANCE DES PRÉLÈVEMENTS ET DES REJETS

3.4.1. Contrôle des rejets

3.4.1.1 Généralités :

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.

La surveillance doit être réalisée à la sortie de l'établissement, avant mélange avec d'autres effluents.

Les résultats doivent être transmis au moins mensuellement à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Il peut être procédé, à l'initiative de l'inspecteur des installations classées et à la charge de l'exploitant, à des contrôles inopinés sur des échantillons prélevés au point de prélèvement définis au paragraphe précédent.

3.4.1.2 Autocontrôles

Point de rejet n° 1 / 1 bis				
Paramètres	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Communication des résultats à l'inspection des installations classées	
Débit	Continu ¹	Continu ¹	Mensuelle	
Température				
pH				
H2S (uniquement pour le rejet au point n° 1)	Continu ²	Continu ²		
MES	24 h asservi au débit	Hebdomadaire		Mensuelle
DCO				
DBO5				
Azote global				
Phosphore total				
Sulfates		Mensuelle		
Sulfures				
Hydrocarbures		Trimestrielle	Trimestrielle	
Zinc et ses composés				
DCO soluble dure		annuelle	annuelle	
Nickel				
Cuivre				
4-nonylphénols ramifiés				

¹ Valeur moyennée sur 24 heures

² Valeur moyennée sur le temps de fonctionnement des pompes de refoulement de la malterie

Au moins deux fois par an, ces mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministère de l'environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

L'exploitant assure à l'organisme retenu et au service d'assainissement le libre accès aux émissaires concernés, sous réserve du strict respect des règles de sécurité en vigueur dans l'établissement et lui apporte toute aide nécessaire à la réalisation des prélèvements ou analyses.

Point de rejet n° 2			
Paramètres	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Communication des résultats à l'inspection des installations classées
MES	Ponctuel	Annuelle	Annuelle
Hydrocarbure			
DCO			

3.4.1.3 Bilan quadriennal :

L'exploitant doit adresser tous les 4 ans au préfet un dossier faisant apparaître le bilan des rejets :

- flux rejetés ;
- concentrations dans les rejets ;
- rejets spécifiques par rapport aux quantités mises en œuvre dans l'installation.

Ce dossier doit faire apparaître l'évolution de ces rejets et les possibilités de les réduire.

3.4.1.4 Contrôle de la concentration en H₂S

Jusqu'au 30 avril 2026, l'exploitant met en place un dispositif permanent de suivi avec enregistrement de la concentration en H₂S au niveau du PR40 de manière à suivre en continu et en direct ce gaz.

Une sonde est positionnée dans ce poste pour détecter toute présence d'H₂S. Celle-ci fait l'objet d'un entretien régulier, à savoir un étalonnage tous les 6 mois par un organisme agréé et certifié pour ce type d'appareil de mesure.

3.5 SURVEILLANCE DES EFFETS DES REJETS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES ET LES SOLS

3.5.1. Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Pour déterminer le niveau de contamination des eaux souterraines dans le périmètre IED, l'exploitant procède, sur au moins 4 piézomètres au niveau du site (dont 1 en amont et 3 en aval du site - dont 1 en aval hydraulique du séparateur à hydrocarbures) et **dans l'année suivant la notification du présent préfectoral**, à deux séries d'analyses des substances ou mélanges pertinents visés au 2° du I de l'article R.515-59 du code de l'environnement ainsi que sur les paramètres listés ci-dessous. La première série est réalisée en période de nappe haute (période hivernale), la seconde en période de nappe basse (période estivale).

Les paramètres suivis sont à minima les Hydrocarbures C10-C40, les COVH, les BTEX, les Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (16 composés), les Pesticides, l'Arsenic, le Cadmium, le Chrome, le Cuivre, le Mercure, le Plomb, le Nickel et le Zinc.

A l'issue de cette campagne d'analyse, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus et liste les paramètres dont le maintien du suivi est jugé pertinent.

La fréquence de contrôle des seuls paramètres jugés pertinents dans les eaux souterraines est semestrielle après avis de l'inspection des installations classées (dont une mesure en période de hautes eaux et une mesure en période de basses eaux).

Les résultats et leur interprétation sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats sont rentrés dans l'outil GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquentes).

3.5.2. Surveillance des sols

Une caractérisation de l'état du sol dans le périmètre IED est réalisée **avant le 24 novembre 2024**. Cette caractérisation comporte à minima la recherche des substances ou mélanges pertinents visés au 2° du I de l'article R.515-59 du code de l'environnement ainsi que sur les substances détectées lors de la première phase d'investigation du rapport de base en phase II.

Des sondages pour circonscrire l'étendue latérale, et verticale le cas échéant, des anomalies détectées au cours de l'investigation du rapport de base en phase II sont réalisés autour des zones suivantes :

Sondage	Paramètres recherchés	Localisation
S4	Hydrocarbures C10-C40	Voir plan en annexe
S6	Cuivre, Plomb, Mercure, Zinc, Cadmium, Chrome total	
S16	Plomb	

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé par le ministère en charge de l'écologie aux frais de l'exploitant.

A l'issue de cette campagne de prélèvements, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus. L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.

4.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

4.1.1. Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes aux articles R.571-1 à R.571-24 du code de l'environnement.

4.1.2. Appareils de communications

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

4.2 LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

Les zones à émergence réglementée sont définies par le plan en annexe

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Périodes	Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible (dB(A))	65 dB(A)	55 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée.

4.3 MESURES PÉRIODIQUES DES NIVEAUX SONORES

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée tous les 3 ans, aux frais de l'exploitant, par une personne ou un organisme qualifié, aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement. La prochaine campagne de mesure est réalisée **sous six mois** à compter de la notification du présent arrêté.

4.4 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

4.4.1. Valeurs Limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

4.4.2. Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

4.4.3. Plan de gestion du bruit

Afin de réduire les émissions sonores, l'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement un plan de gestion du bruit comprenant l'ensemble des éléments suivants :

- un protocole précisant les actions et le calendrier ;
- un protocole de surveillance des émissions ;
- un protocole des mesures à prendre pour remédier aux problèmes de bruit signalés ;
- un programme de réduction du bruit visant à déterminer la ou les sources, à mesurer/évaluer l'exposition au bruit et aux vibrations, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention ou de réduction.

La première version de ce plan de gestion est remis **sous 6 mois** au préfet de la Seine-Maritime à compter de la notification du présent arrêté.

5.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

5.1.1. Dispositions constructives

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.1.1.1 Conception des bâtiments et locaux

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

Les éléments porteurs des structures doivent être protégés de la chaleur, lorsque leur destruction est susceptible d'entraîner une extension anormale du sinistre.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés :

- aux risques présentés par les produits mis en œuvre dans l'installation ;
- aux risques de corrosion et d'érosion ;
- aux risques liés aux conditions extrêmes d'utilisation (température, pression, contraintes mécaniques, etc.).

Les bandes transporteuses, les courroies, les dispositifs élévateurs doivent présenter un caractère difficilement propagateur de flamme. Les matériaux en contact avec les produits doivent avoir un caractère peu accumulateur de charges électrostatiques.

L'ensemble des éléments porteurs ou auto-porteurs ont une stabilité au feu de degré 2 heures au moins.

Les locaux à risques particuliers d'incendie sont isolés par des parois verticales et planchers hauts coupe-feu de degré 1 heure, avec blocs-portes coupe-feu de degré ½ heure munis de ferme-porte.

Les escaliers et ascenseurs doivent être réalisés selon les dispositions suivantes :

- conférer aux parois un degré coupe-feu d'une heure ;
- installer des blocs-portes palières pare-flammes de degré ½ h munis de ferme-porte ;
- désenfumer les cages d'escalier et d'ascenseur par ouverture en partie haute, d'au moins 1 m², dont le dispositif d'ouverture est manœuvrable depuis le rez-de-chaussée.

Il est conféré aux revêtements de parois les réactions au feu suivantes :

- M1 pour les parois verticales, plafonds et rampants ;
- M3 pour les marches et paliers.

5.1.1.2 Désenfumage

Le désenfumage des locaux comportant les zones de risque d'incendie s'effectue par des ouvertures dont la surface totale ne doit pas être inférieure à 1/100^{ème} de la superficie des locaux.

Les commandes des dispositifs de désenfumage, situés en partie haute et judicieusement répartis, devront être commodément accessibles, à proximité des issues de secours et peuvent être éventuellement à déclenchement automatique.

Les dispositifs de désenfumage de l'escalier et de l'ascenseur de la tour de manutention sont manœuvrables depuis le rez-de-chaussée.

5.1.1.3 Évents et surfaces modulables

Conformément à l'étude de danger réalisée par l'exploitant, les volumes des bâtiments et les sous-ensembles (filtres, équipements de manutention...) exposés aux poussières et présentant des risques d'explosion sont munis des dispositifs suivants permettant de limiter les effets d'une explosion :

Localisation	Dimension des surfaces soufflables	*Pstat	Nature des surfaces
Cellules (C1 à C36)	77 m ²	110 mbar	Plaques métalliques, isolant et asphalte
As de carreau	17,8 m ²	100 mbar	Plaques métalliques, isolant et asphalte
Espace sous cellule	20 m ²	100 mbar	Surfaces vitrées, structure métallique légère
Espace sous as de carreau	16,2 m ²	100 mbar	Espace de communication aux autres espaces
Tour de manutention	35 m ²	100 mbar	Plaques translucides en polyester
Galerie supérieure de cellules (par tranche de 10 m)	125 m ²	100 mbar	Surfaces vitrées et surfaces métalliques légères
1/2 cellules supérieures	60 m ²	200 mbar	Pré-dalle béton
1/2 cellules inférieures	60 m ²	200 mbar	Pré-dalle béton
1/2 as de carreau	6,25 m ²	200 mbar	Pré-dalle béton
Espace sur demi-cellules inférieures	65,68 m ²	100 mbar	Surfaces vitrées, structure métallique légère
Dépoussiéreurs	Surface normalisée	100 mbar	Structure métallique légère

* Pression statique d'ouverture

Ces dispositifs sont conformes aux préconisations de l'étude de danger du site et dimensionnés conformément aux normes en vigueur. L'exploitant doit s'assurer de leur efficacité et de leur pérennité.

Si des modifications interviennent sur l'une des structures ou équipements, sur les connaissances de la résistance des parois ou des caractéristiques des poussières, l'exploitant devra démontrer l'efficacité des dispositifs de protection, notamment pour garantir une surface éventable ainsi qu'une pression d'ouverture conforme aux normes.

L'exploitant met en place les dispositifs nécessaires pour ne pas exposer de personnes à la flamme sortant des évents ou des surfaces soufflables en cas d'explosion. Ces surfaces sont orientées vers des zones non fréquentées par le personnel

5.1.1.4 Découplage

Conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, les sous-ensembles sont isolés par l'intermédiaire de dispositifs de découplage. Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents.

Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations, etc., doivent être aussi réduites que possible.

L'exploitant s'assure de l'efficacité et de la pérennité des découplages mis en place :

Volume A	Volume B	Caractéristiques du découplage entre A et B
Tour de manutention	Galerie sous cellule	Paroi et porte devant résister à une explosion intervenant sur le volume A
Tour de manutention	Galerie sur cellule	Paroi et porte devant résister à une explosion intervenant sur le volume A

Lorsque le découplage comprend ou est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques, excepté si la conception des portes ne le permet pas. Dans ce dernier cas, la justification doit être apportée. L'obligation de maintenir les portes fermées doit a minima être affichée.

5.1.1.5 Aires de chargement et déchargement

Les aires de chargement et de déchargement sont situées en dehors des capacités de stockages.

Des grilles sont mises en place sur les fosses de réception. La maille est déterminée de manière à retenir au mieux les corps étrangers.

Les aires de chargements et de déchargement sont suffisamment ventilées de manière à éviter des concentrations de poussière de 50 g/m³.

Les aires de chargement et de déchargement sont régulièrement nettoyées.

5.1.1.6 Autres mesures

Conformément à l'étude de danger réalisée par l'exploitant, l'exploitant détermine les barrières de sécurité qu'il juge essentielles pour la sécurité de son site.

Celles-ci correspondent aux barrières retenues dont le dysfonctionnement pourrait occasionner un accident majeur.

Pour ces barrières, l'exploitant établit un suivi particulier pour garantir leur efficacité et leur pérennité.

5.1.2. Installations électriques

5.1.2.1 Mise à la terre des installations

Tous les équipements, appareils, masses métalliques et parties conductrices (armatures béton armé, parties métalliques...) sont mis à la terre, conformément aux règlements et normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits, et reliés par des liaisons équipotentielles.

Les prises de terre des équipements électriques, des masses métalliques et de l'installation extérieure de protection contre la foudre sont interconnectées et conformes aux réglementations en vigueur.

Les vérifications périodiques de l'équipotentialité et du système de protection contre la foudre sont effectuées selon les normes en vigueur.

5.1.2.2 Prévention des risques d'incendie et d'explosion liés aux installations électriques

L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux installations et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

Dans tout l'établissement, les installations électriques, y compris les canalisations, sont conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie. Les canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers et dans les zones définies à l'article 5.2.1, ainsi que les équipements et appareils électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques et, a minima, les moteurs présents dans les installations :

- appartiennent aux catégories 1D, 2D ou 3D, telles que définies dans le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles ;
- ou disposent d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes « protégées contre les poussières » dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60 529) et possèdent une température de surface au plus égale au minimum des deux tiers de la température d'inflammation en nuage et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75 °C.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, un rapport annuel effectué par un organisme compétent. Ce rapport comporte :

- une description des équipements et appareils présents dans les zones où peuvent apparaître des explosions, les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations ou les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions du décret mentionné ci-dessus ;
- les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations électriques dans tout l'établissement et, le cas échéant, les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 ;
- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds.

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'ensemble des non-conformités est levé sous un délai adapté qui n'est pas supérieur à un an.

Un programme de maintenance est mis en place, permettant de prévenir les sources d'inflammation d'origine mécanique.

Un interrupteur central est installé à proximité d'au moins la moitié des issues, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour chaque local à risques identifiés à l'article 5.2.1.

Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur du dépôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés du dépôt par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme porte. Ce mur et ces portes sont respectivement de degré REI 120 et EI 120. Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

5.1.2.3 Vérification des installations électriques

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail.

L'exploitant fait réaliser, à chaque fois que nécessaire, une thermographie infrarouge des installations électriques. Les actions correctives sont effectuées suivant une cinétique appropriée.

5.1.3. Protection contre la foudre

Les installations de protection de la foudre sont mises en œuvre, entretenues et vérifiées suivant les dispositions de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

5.1.4. Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

Les bâtiments sont accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et les plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables...) pour les moyens d'intervention.

Les voies de circulation, les pistes et les voies d'accès sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.

L'accès des engins de secours sera rendu possible en aménageant, à partir de la voie publique, une voie carrossable répondant aux caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de chaussée : 3 m ;
- hauteur disponible : 3,50 m ;
- pente inférieure à 15 % ;
- rayon de braquage intérieur : 11 m ;
- surlargeur $S = 15/R$ dans les virages de rayons inférieurs à 50 m ;
- force portante calculée pour un véhicule de 130 kN.

5.1.5. Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ainsi que des liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules routiers et ferroviaires sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme:

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

La rétention du site est réalisée grâce à des vannes permettant l'obturation des réseaux du site.

Les premières eaux d'attaques en cas d'incendie sont immédiatement confinées (environ 23 m³). En complément, le bassin de condensat peut être utilisé (environ 350 m³ d'eau) grâce à un système de pompage.

Ces capacités de confinement sont étanches aux produits collectés. La vidange de ces capacités suit les principes imposés par le chapitre 3 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

5.2 DISPOSITIFS ET MESURES DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

5.2.1. Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir, soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

5.2.2. Dispositions générales

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

5.2.3. Domaine de fonctionnement sûr des procédés

L'exploitant établit, sous sa responsabilité, les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans les plages de fonctionnement sûr. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr. Le déclenchement de l'alarme entraîne des mesures automatiques ou manuelles appropriées à la correction des dérives.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

5.2.4. Inventaire des substances ou mélanges dangereux présents dans l'établissement

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou mélanges dangereux présents dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des mentions de danger et des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

L'exploitant dispose sur le site, et avant réception des matières, des Fiches de Données de Sécurité pour les matières dangereuses stockées.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

5.3 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

5.3.1. Consigne générales de sécurité

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant a communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

En particulier, des consignes de gestion d'un incendie sur les silos sont rédigées.

Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention doivent pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

5.3.2. Moyen de lutte contre l'incendie

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens précisés comme ci-après :

- un poste d'incendie alimenté par la nappe et deux réserves d'eau, une de 850 m³ et une de 350 m³,
- des extincteurs en nombre et en qualité, adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets :
 - des extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres au minimum par 200 m² de superficie à protéger (au minimum 2 appareils par atelier, magasin, entrepôt...);
 - des extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques ;
 - des extincteurs à poudre (ou équivalent) type 55 b près des installations de liquides et gaz inflammables ;
- 3 colonnes sèches conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, réparties sur l'ensemble de l'établissement comme ci après :
 - 1 colonne sèche au niveau de la cage d'escalier de la tour ;
 - 2 colonnes sèches entre les deux blocs de cellules.
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

5.3.3. Inertage

Les cellules de stockage des silos béton fermées sont conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz an cas d'incendie.

L'exploitant doit pouvoir disposer de gaz inerte dans des délais compatibles avec une intervention en cas d'incendie dans une cellule béton fermée du site.

Une procédure d'intervention accompagne la mise en œuvre de ces dispositifs en précisant notamment la localisation et les caractéristiques du système mis en place.

Sont également mentionnées dans cette procédure les consignes à suivre pour utiliser le gaz inerte, notamment en distinguant les différents types de feux (de surfaces ou à cœur de cellules).

L'ensemble des moyens d'inertage doit faire l'objet d'une organisation permettant d'en assurer leur caractère opérationnel en permanence.

5.4 PRÉVENTION DES ACCIDENTS LIÉS AU VIEILLISSEMENT

L'exploitant est tenu de s'assurer de la tenue dans le temps des parois de cellules. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel des parois de cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration. Ce contrôle est réalisé périodiquement, à une fréquence déterminée par l'exploitant. Un enregistrement de ces opérations de contrôle doit être réalisé par l'exploitant.

Il dispose des plans de ferrailage ou à défaut d'une étude pachométrique de ces structures.

5.5 CONDITIONS D'EXPLOITATIONS EN PÉRIODE DE DÉMARRAGE, DE DYSFONCTIONNEMENT OU D'ARRÊT MOMENTANÉ

Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.

Les consignes de sécurité seront tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Les procédures d'exploitation seront tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.1 GÉNÉRALITÉS

6.1.1. Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

6.1.2. Procédure de gestion des déchets

L'exploitant doit organiser, par une procédure écrite, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement. Cette procédure, régulièrement mise à jour, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.2 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Les déchets produits par les installations doivent être collectés de manière sélective. En particulier, les déchets industriels banals et spéciaux sont stockés séparément dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs) et les dangers ou inconvénients tels que définis à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Chaque déchet doit être clairement identifié et repéré.

Toutes dispositions doivent être prises pour que les dépôts soient tenus en état constant de propreté.

Les poussières provenant des ateliers où sont manipulées les graines, ainsi que les radicelles, devront être récupérées.

En particulier, les déchets toxiques ou polluants sont traités dans des conditions de sécurité équivalentes aux matières premières de même nature pour tout ce qui concerne le conditionnement, la protection contre les fuites accidentelles et les mesures de sécurité inhérentes.

Toutes les égouttures et eaux de ruissellement doivent être collectées et faire l'objet d'un traitement approprié de manière à satisfaire aux valeurs limites de rejet définies au paragraphe 3.3.2 avant rejet dans le réseau.

6.3 DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

- Déchets fermentescibles /putrescibles ;
- Déchets industriels banals ;
- Déchets industriels spéciaux (acide/base/solvant) ;
- Huiles usagées ;
- Déchets solides et pâteux ;
- Déchets liquides et pompables ;
- Déchets pulvérulents ;
- Déchets d'emballages ;
- Boues de la station de traitement interne à compter du 1er mai 2026.

6.4 ÉLIMINATION

L'élimination des déchets qui ne peuvent être valorisés à l'intérieur de l'établissement ou de ses dépendances, doit être assurée dans des installations dûment autorisées. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs doivent être conservés pendant trois ans.

Toute incinération à l'air libre de déchets, de quelque nature qu'ils soient, est interdite.

Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) non triés et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés ou éliminés dans des installations réglementairement autorisées en application des dispositions du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés.

Les déchets industriels spéciaux dont la nature physico-chimique peut être source d'atteintes particulières pour l'environnement doivent faire l'objet de traitements spécifiques. Les filières de traitement adoptées doivent respecter le principe de non-dilution.

Pour chaque enlèvement, les renseignements minimaux suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement...) et conservé par l'exploitant :

- code du déchet selon la nomenclature ;
- dénomination du déchet ;
- quantité enlevée ;
- date d'enlèvement ;
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé ;
- destination du déchet (éliminateur) ;
- nature de l'élimination effectuée.

6.5 VALORISATION AGRICOLE

Toute valorisation agricole de déchets industriels est réglementée par un arrêté préfectoral. La demande est basée sur un dossier comprenant :

- une étude de faisabilité visant à démontrer l'innocuité du déchet et son intérêt agronomique ;
- le plan d'épandage ;
- le protocole de suivi des épandages.

6.6 REGISTRE

L'exploitant doit tenir une comptabilité régulière et précise des déchets produits par son établissement.

L'exploitant établit un registre des déchets sortants chronologique, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement.

7 CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES

7.1 CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DE LA RUBRIQUE 2160

7.1.1. Surveillance de l'exploitation

L'exploitation se fait sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du risque silo et aux questions de sécurité.

7.1.2. Éloignement des locaux administratifs

Tout local administratif doit être éloigné des capacités de stockage et de la tour de manutention. Cette distance est d'au moins 25 mètres.

7.1.3. Accès aux installations

Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions doivent être prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc.)

Les dispositifs doivent permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel.

7.1.4. Nettoyage des locaux

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation.

Des repères peints sur le sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter toute fuite de poussières, et pour les résorber rapidement en cas de fuite.

Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation du balai ou de l'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

7.1.5. Permis de feu

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.

Une consigne relative à la sécurité des travaux par points chauds est établie et respectée. Elle précise notamment les dispositions qui sont prises avant, pendant et après l'intervention.

Le permis de feu est délivré après avoir soigneusement inspecté le lieu où se dérouleront les travaux, ainsi que l'environnement immédiat. Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu ;
- la durée de validité ;
- la nature des dangers ;
- le type de matériel pouvant être utilisé, les mesures de prévention à prendre (notamment information du personnel, périmètre et protection de la zone d'intervention, arrêt des installations, signalétique, consignes de surveillance et de fin de travaux, etc.),
- les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, par exemple au minimum la proximité d'un extincteur adapté au risque, ainsi que les moyens d'alerte.

En ce qui concerne les engins munis de moteurs à combustion interne, des dispositions doivent être prises pour qu'ils présentent des caractéristiques suffisantes pour éviter l'incendie et l'explosion.

7.1.6. Déclaration des accidents / incidents

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents (incendies, explosions...) survenus du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion ou d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents. L'exploitant se réfère à son étude de danger pour valider les probabilités d'occurrence de ces événements.

Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

7.1.7. Prévention des risques d'explosion et d'incendie

Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel effectué par un organisme compétent.

Ce rapport doit comporter :

- une description des installations présentes dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives ;
- une description des mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre ;
- les conclusions de l'organisme concernant l'état de la conformité des installations avec les réglementations en vigueur.

Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antennes d'émission ou de réception collectives sur ses toits à moins qu'une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas sources d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Cette étude est à intégrer dans le rapport précité et doit prendre en compte les conclusions de l'étude foudre.

Un suivi formalisé de la prise en compte des mesures correctives doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Conformément à l'étude de danger élaborée par l'exploitant et la tierce expertise qui a suivi, les appareils de manutention sont munis des dispositifs suivants visant à détecter et stopper tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourraient entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes :

Équipements	Mesures de prévention – Détecteurs de dysfonctionnements
Transporteurs à bandes	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôleur de rotation • Contrôleur de déport de bandes • Bandes non propagatrices de flamme • Capotage quand cela est possible • Asservissement au système d'aspiration • Sonde de bourrage • Câble d'arrêt d'urgence
Élévateurs	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôleur de rotation • Contrôleur de position sur vanne coupe-grain • Contrôleur de déport de sangles • Détecteur de bourrage • Sangles non propagatrices de flamme • Capotage • Asservissement au système d'aspiration • Témoin de surtension sangle (sur ELM4)
Transporteurs à chaînes	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôleur de rotation • Détecteur de bourrage • Contrôleur de position des trappes • Contrôleur de déport de sangles • Capotage • Asservissement au système d'aspiration • Échauffement coupleur
Vis	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôleur de rotation • Contrôleur de bourrage • Contrôleur de sur et sous intensité
Trappes et boîtes électro-pneumatiques	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôle position ouverte ou fermée par capteurs magnétiques
Trappes manuelles	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôle position fermée
Capacités de stockage et cellules orgettes	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôle de niveau haut et bas • Contrôle de position des trappes d'ensilage
Basculés de circuit	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôle de niveau haut et bas sur la trémie supérieure • Contrôle de position des casques
Capacités de transfert	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôle de niveau haut et bas
Granuleur	<ul style="list-style-type: none"> • Débitmètre sur le circuit d'eau (seuil haut et bas) • Trappe de bourrage • Contrôle de pression d'huile

7.1.8. Mesures de prévention visant à éviter un auto-échauffement

L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, aux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables.

Conformément à l'étude de danger, le matériel employé est défini comme suit :

Type	Nombre	Report alarme
Sondes thermométriques fixes	1 sonde à 10 points de mesures par cellule	Oui, au niveau du synoptique

Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les sondes thermométriques fixes sont reliées à un poste de commande. Les dépassements de seuils prédéterminés sont visibles immédiatement à la supervision. En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours.

L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes (étalonnages, maintenance préventive...).

Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage.

7.1.9. Système d'aspiration

Les installations de manutentions sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : les installations de manutention ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement et s'arrêtent immédiatement en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes.

Les tours de manutention sont équipées d'ensembles d'aspiration centralisée qui reprennent les poussières à tous les points générateurs de poussières. Cette installation est constituée de 11 filtres à manches associés aux différents équipements de manutention et appareils où transitent les produits et 6 filtres encastrés associés aux 4 demi-cellules orge, boisseau radicelle et boisseau poussière. Les poussières et radicelles sont dirigées vers un boisseau de stockage avant passage dans une unité de granulation.

Les événements des fibres sont reliés à l'extérieur des bâtiments.

Par ailleurs, les installations sont équipées de canalisations fixes qui, à partir d'aspirateurs mobiles, permettent de connecter des buses d'aspiration de poussières.

Afin de lutter contre les risques d'explosion des systèmes d'aspiration, les dispositions suivantes sont prises :

- toutes les parties métalliques des filtres sont reliés à la terre ;
- toutes les parties isolantes (flexibles...) sont suffisamment conductrices afin de supprimer les risques de décharges électrostatiques ;
- les ventilateurs d'extraction sont placés côté air propre du flux.

En cas de changement du dispositif, celui-ci devra présenter a minima les caractéristiques citées précédemment.

Le système d'aspiration est correctement dimensionné (en débit et en lieu d'aspiration).

7.1.10. Phénomènes dangereux et distance d'effets associés

Compte tenu de la mise en place des mesures de prévention et de protection définies dans l'étude de dangers, les phénomènes dangereux et les distances d'effets associées mis en évidence par l'étude de dangers sont les suivants :

Nature du phénomène dangereux	Distances des effets de surpressions (m)	Distances des projections (m)	Distances des effets d'ensevelissement (m)	Distances forfaitaires 1,5 x h (m)
Explosion d'un as de carreau	24 m à 50 mbar pas d'effet à 140 mbar	18 m	/	62,25 m
Explosion d'une cellule (1 200 t)	50 m à 50 mbar pas d'effet à 140 mbar	18 m	27 m	62,25 m
Explosion d'une demi cellule supérieure	47 m à 50 mbar	< 18 m	14 m	66,75 m
Explosion d'une demi cellule inférieure	44 m à 50 mbar	< 18 m	14 m	/
Explosion de la tour	18 m à 50 mbar pas d'effet à 140 mbar	18 m		84,6 m
Explosion au sein de la galerie sur cellule	Pas d'effet à 50 mbar pas d'effet à 140 mbar	18 m	/	/
Explosion au sein de la galerie sous cellule	4 m à 50 mbar pas d'effet à 140 mbar	8 m façade nord 7 m façade sud.	/	/

Les zones d'effets citées sont précisées dans les plans joints en annexe.

7.2 CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELAVANT DE LA RUBRIQUE 4735

Les installations de réfrigération à l'ammoniac sont implantées, réalisées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 19 novembre 2009 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4735.

8.1 CADUCITÉ

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R.211-117 et R.214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L.480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

8.2 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente (Tribunal administratif de Rouen) :

1. Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où ledit acte leur a été notifié ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - l'affichage en mairie dudit acte dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - la publication de l'arrêté sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

8.3 PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de CANTELEU et peut y être consultée ;
2. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de CANTELEU pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de la commune de CANTELEU fait connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité ;
3. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

8.4 EXÉCUTION

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de CANTELEU, le directeur départemental des territoires et de la mer de Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le directeur de l'agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée à la société MALTERIES SOUFFLET.

Fait à Rouen, le

19 JUIN 2024

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale



Béatrice STEFFAN

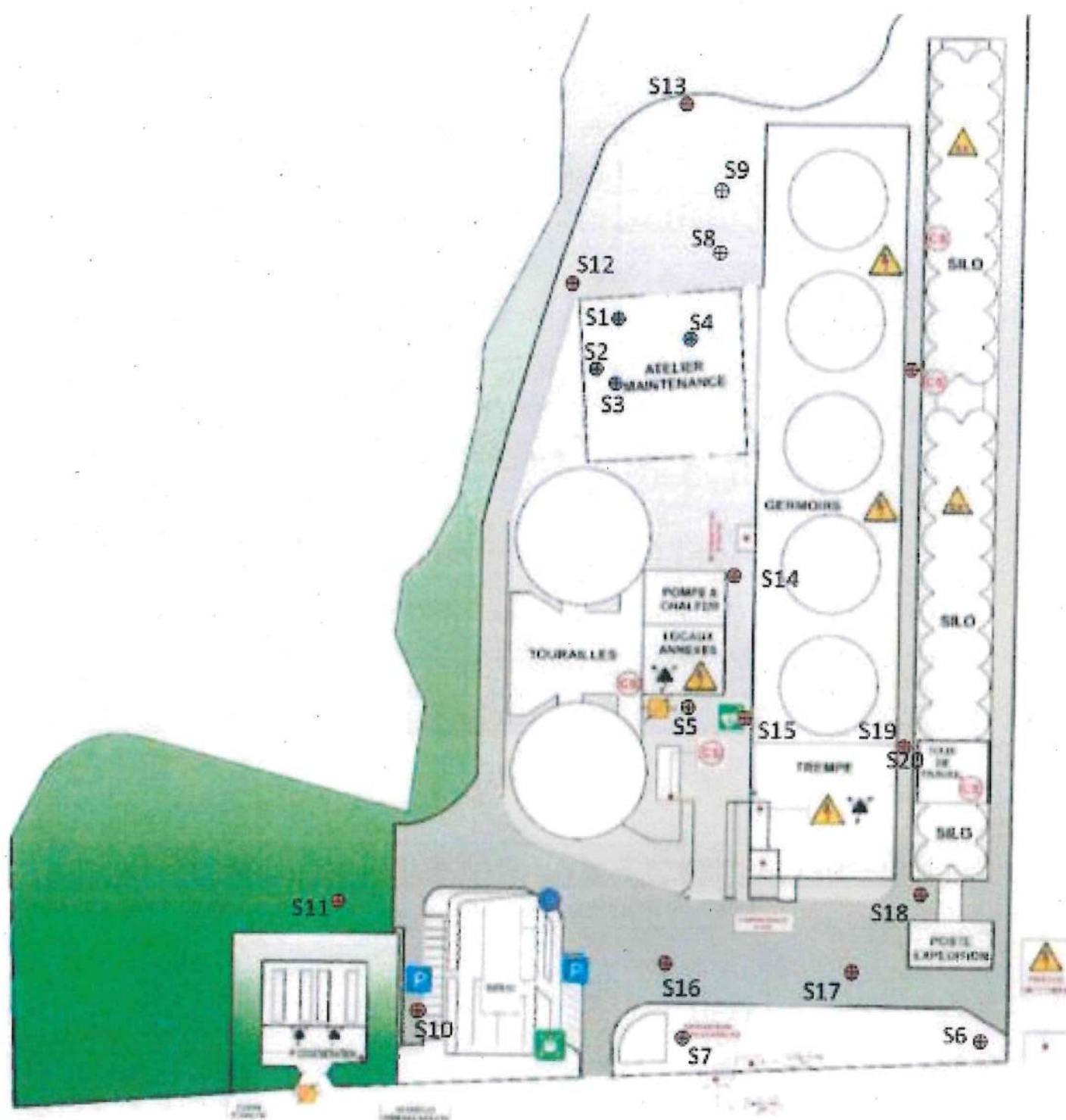
9 ÉCHÉANCES

Article	Description	Échéance
1.5.4	Porter à connaissance	À transmettre avant réalisation
2.3.1	Surveillance des émissions atmosphériques	Annuelle ou tous les 3 ans selon les paramètres
3.3.2	Porter à connaissance « Station de traitement »	Juin 2024
3.3.2	Construction de la station de traitement	Selon l'échéancier de l'article 3.3.2
3.3.2	Mise en service de la « station de traitement » des effluents aqueux	1 ^{er} mai 2026
3.4.1.4	Étalonnage de la sonde H ₂ S	Tous les 6 mois
3.4.1.3	Bilan quadriennal	Tous les 4 ans
3.5.1	Surveillance de la qualité des eaux souterraines	Sous 1 an à compter de la notification du présent arrêté
3.5.2	Surveillance des sols	24 novembre 2024
4.3	Mesure périodiques des niveaux sonores	Sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté puis tous les 3 ans
4.4.3	Plan de gestion du bruit	Sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté
7.1.6	Déclaration des accidents / incidents	Dans les meilleurs délais

ANNEXE 1

Plans

Points de sondage du sol



Emplacements des points de mesures des niveaux de bruit



Point n° 1	Point n° 2	Point n° 3	Point n° 4
Limite de propriété			Zone à émergence réglementée